



## Edito

### POUVONS-NOUS LES CROIRE ?... NON ET OUI

**A** l'heure où nous éditons ce bulletin, nous n'avons pas les annonces que doit faire Macron, si ce n'est ce qui est paru dans la presse. Ces "fuites" laissent présager une accélération du programme présidentiel, comme nous pouvions nous en douter, tout en l'habillant d'un papier feutré et d'un joli nœud doré.

Ce qui est écrit ici ou là peut paraître, pour certains, alléchant : réindexation sur l'inflation des retraites de moins de 2000 €, prime en faveur du pouvoir d'achat, baisse de l'impôt sur le revenu, évaluation de la suppression de l'ISF, défense du service public, référendums d'initiative locale, suppression de l'ENA.

Qui ne serait pas satisfait d'avoir plus de pouvoir d'achat, de services publics de bonne qualité, moins d'impôts et un regard sur celui des plus riches, le droit de pouvoir être consulté sur tel ou tel sujet, d'en finir avec les hauts fonctionnaires ? N'est-ce pas de vraies propositions progressistes par un président progressiste ? Il faudrait être stupide ou cégétiste pour critiquer les réponses apportées aux conflits sociaux.

Ça c'est pour le visuel et le consentement aux reculs à venir. Il est vrai qu'il ne peut pas tout nous dire, il n'est pas là pour ça, et surtout pas la réalité sur ce qui nous attend. Il ne peut pas nous dire qu'il veut éliminer une grande partie des fonctionnaires pour compenser la baisse des finances publiques et privatiser ce qui est rentable. Il ne peut pas dire que les retraites ne seront plus la continuité du salaire et qu'il n'y aura plus aucune égalité de traitement entre les retraités. Il ne peut pas dire aux salariés qu'une partie de leurs salaires seront progressivement remplacés par des primes diverses et variées, dont celle au mérite. Qu'il y aura toujours des hauts fonctionnaires mais qu'ils viendront du secteur privé, des grands groupes. Enfin, il ne peut pas dire que ce nous voulons pour l'intérêt général, pour le bien commun... il s'en contrefout.

Par contre, et c'est là toute la perversité de ce gouvernement, ils peuvent nous dire, la

main sur le cœur, droit dans les yeux et dans leurs bottes, qu'ils ne fermeront pas d'hôpitaux, de Postes, de trésoreries, de classes, etc... Bon, ça, c'est vu de Paris mais dans les faits, c'est un peu différent.

Nous pourrions au moins donner, là aussi, un peu de crédit à la parole gouvernementale plutôt que la fustiger sinon on risquerait d'être taxé de dogmatique. Il y a un instant où le crédit de l'Etat et du patronat doit être pris au sérieux. C'est à cet instant, lorsque, de concert, Macron et Roux de Bézieux (pour celles ceux qui ne le connaissent pas, c'est le garant suprême des intérêts du patronat) annoncent qu'il va falloir travailler plus, qu'on se rend compte du sérieux des individus.

Oui, ils veulent, plutôt l'un veut et l'autre exécute, allonger encore une fois la durée du temps de travail comme si ce n'était pas dur d'y aller tous les jours, au regard des conditions. Comme si ce n'était pas assez difficile de ne pas en avoir, ou en avoir un qui ne permet pas de vivre. Les uns travailleraient encore plus et les autres souffriraient encore plus de ne pas en avoir. Humainement, c'est impassable.

Ils nous font croire, c'est une pièce de théâtre, qu'ils ne sauraient pas quelle serait la meilleure méthode pour arriver à leurs fins. Ils regardent surtout ce à quoi les salariés et surtout les sondages d'opinion, dont une partie n'est pas concernée comme les retraités, seraient réceptifs ou non. Faut-il supprimer un jour férié, allonger l'âge de départ à la retraite à 64 ans ou encore en finir avec les 35 heures ? Difficile choix de régression sociale. En tout cas, il faut en finir avec eux.

*PS : Un grand remerciement aux grandes fortunes et aux grands groupes sans qui nous ne serions rien dans ce bas monde, sans qui notre patrimoine ne pourrait être reconstruit. (humour)*

Bon courage à vous.

*Sébastien Martineau - Secrétaire Général*

### Sommaire :

#### Editorial :

Pouvons-nous les croire ?... non et oui	P. 1
Tract 1er Mai	P. 2 & 3
Prise de Parole 19/03	P. 4 & 5
Prise de parole 13/04	P. 5
Prise de parole Manif Retraités 11/04	P. 6
DGA - Déclaration CHSCT 29/03	P. 7
Instituer un droit au « bien-vieillir »	P. 8 & 9
Formation Syndicale : Modifs & Rappel	P. 9
Hommage à Victor	P. 10



### AGENDA

\*\*\*

### RASSEMBLEMENTS du 1er MAI

#### BOURGES

9 h 30 - Hommage militants victimes du Nazisme

10 h 30 - Départ de la manifestation Place Malus

#### VIERZON

10 h 30 - Place de la Résistance

#### ST-AMAND

10 h 30 - Place de la République

#### ST-FLORENT

10 h 30 - Place de la République

#### LA GUERCHE

10 h 30 - Parc Maurice Fuselier

#### AUBIGNY-sur-NERE

10 h 00 - Place de la Résistance



8 Place Malus  
18000 Bourges  
Tél 02 48 21 24 79  
[cgt.ud.cher@wanadoo.fr](mailto:cgt.ud.cher@wanadoo.fr)

# 1<sup>er</sup> MAI 2019

## UN SEUL MOT D'ORDRE : *en finir avec la répression économique*

Car c'est de ça qu'il s'agit. Depuis presque 40 ans, le modèle économique capitaliste, soutenu par les gouvernements successifs, a eu comme seul objectif de maltraiter les classes sociales les plus populaires en faisant pression sur le travail, les salaires et les services publics, en élaborant la stratégie du chômage de masse, de l'individualisme et du chacun pour soi.

Ces stratégies ont conduit à des situations de grogne, de colères, de révoltes comme on peut le voir en ce moment avec les mouvements sociaux dans les entreprises avec la CGT, ou dans la rue avec les "Gilets Jaunes", la CGT et les forces progressistes associatives et politiques. Ces stratégies ont conduit à des situations inextricables, pour le moment, pour un grand nombre d'entre nous : plus ou peu d'accès aux soins, à l'hôpital public, à la Poste, aux trésoreries, à l'éducation, etc...

Et plutôt que de répondre aux revendications, ce gouvernement et le patronat persistent et signent dans leurs logiques destructrices, et ce, malgré des mesures qui ne sont et ne seront que des éléments de communication : les services des hôpitaux et la maternité sont toujours menacés à Vierzon, la quasi-totalité des trésoreries doivent fermer dans le département, des classes sont en sursis, des bureaux de poste sont également visés, des discussions sont engagées avec les préfets de l'Indre et du Cher pour fusionner des services préfectoraux, et à terme la fusion des deux départements, etc...

Le patronat, qui revendique moins de dépenses publiques pour l'intérêt général mais pas pour son propre compte, y voit un signe de bonne gestion des deniers de l'Etat. Pour la CGT, nous y voyons surtout un désengagement dans une majorité de départements, dont le nôtre, au profit de la métropolisation et des grands groupes. Nous n'acceptons pas des territoires de seconde zone.

Dernièrement, la charge du patron du Medef, prônant l'augmentation du temps de travail, avec un départ à la retraite à 64 ans, en dit long sur le modèle qu'il veut. D'ailleurs, cette proposition est reprise en chœur par le gouvernement pour financer certaines de ces mesures. Pour autant ce n'est pas surprenant, tant le patronat est sur le dogme, "nous vivons plus longtemps donc nous devons travailler plus". Au contraire, nous devrions en profiter plus et donc travailler moins.

C'est ce que les travailleurs français revendiquaient pour les 1<sup>er</sup> Mai avec les trois fois huit heures, et ils ont obtenu la réduction du temps de travail. La journée internationale des travailleurs a comme ambition que tous les travailleurs de tous les pays puissent exprimer leurs revendications en même temps. Cela montre au patronat, au capital mondialisé, que l'exploitation est combattue partout et souvent sur les mêmes attentes.

Le patronat n'en a pas fini avec ses propositions toutes plus rétrogrades les unes que les autres pour le salariat. **Il est important que le monde**

**du travail prene conscience du rapport de forces qu'il peut créer et mettre en mouvement.**

La société dans laquelle nous vivons ne correspond en rien à ce que veulent les salariés et les populations. Nous ne pouvons accepter que le capital et ses sbires décident à notre place ce qui est bon ou pas pour notre bien individuel et collectif. La classe ouvrière est en capacité de proposer et de décider pour ses intérêts.

Ce 1<sup>er</sup> Mai doit être à la hauteur des enjeux et des défis que nous posent le gouvernement et le patronat. Il doit donner un avertissement social et en même temps créer les conditions du rassemblement de ceux qui n'en peuvent plus et qui veulent une autre société.

**LE TOUS ENSEMBLE N'EST PAS MYTHE,  
IL EST RÉALITÉ.**

## **Venez nombreuses et nombreux aux rassemblements à**

<b>BOURGES</b>	10 h 30	Place Malus
<b>A 9 h30 Place Malus : Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.</b>		
<b>VIERZON</b>	10 h 30	Place de la Résistance
<b>ST AMAND</b>	10 h 30	Place de la République
<b>ST-FLORENT</b>	10 h 30	Place de la République
<b>LA GUERCHE</b>	10 H 30	Parc Maurice Fuselier
<b>AUBIGNY s/NERE</b>	10 h 00	Place de la Résistance



## PRISE DE PAROLE 19 MARS

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Nous ne pouvons commencer cette journée d'action sans avoir une pensée émue et forte pour notre camarade et ami, Victor, qui nous a quittés précipitamment la semaine dernière. Les manifestations ne seront plus les mêmes sans la voix particulière de Victor au micro, sans ses slogans quelquefois acerbes envers les politiques, sans la chanson mythique "les patrons sont comme les cochons" qui servait à faire les réglages de la sono.

C'est une figure du syndicalisme berruyer, connu et reconnu, qui est parti. L'ensemble de la CGT est triste. Salut, camarade !

Alors pour lui, pour nous, aujourd'hui, nous devons crier haut et fort, ensemble, nos revendications pour l'augmentation massive des salaires, de nos pensions, de toutes les allocations et des minima sociaux. Exigeons haut et fort la satisfaction de nos revendications sur les questions de santé et d'accès aux soins dans notre département. Pouvoir se faire soigner est un droit fondamental et la cinquième ou sixième puissance mondiale, le pays où la sécurité sociale couvrait l'ensemble des besoins de santé, doit nous permettre l'accession aux soins sans difficulté physique ni financière.

Il en va de même pour les services publics au plus près des populations. Que nous soyons en ville ou à la campagne, au bord de la mer, à la montagne ou dans le sud du Cher, nous devons avoir un accès aux mêmes services sans discrimination de territoire ou sociale. Et le prix du carburant ne doit pas être un frein au déplacement, de même que les transports en communs gratuits doivent être généralisés.

Les réunions publiques dans le cadre du grand débat doivent accoucher de propositions de la part du président des Champs-Élysées. Elles ne vont pas accoucher d'une souris, loin de là. Macron va en profiter pour accélérer et accentuer son programme présidentiel en nous faisant croire que ce sont les demandes des Français, des gilets jaunes et d'autres encore.

On ne peut pas croire et surtout pas vérifier que ce qui va nous être annoncé sort d'une synthèse démocratique des débats. Quand la ministre de la santé dit, dimanche, qu'elle est favorable à un allongement de la durée du travail pour pouvoir partir en

retraite, en précisant que c'est son avis personnel et qu'au même moment Xavier Bertrand, un pur progressiste, dit exactement la même chose, on ne peut que douter de la sincérité de la méthode. Mais les deux, la main sur le cœur, nous disent que c'est ce qui ressort des premières analyses des contributions. Ils essayent de nous prendre pour des pousins de 18 jours.

N'oublions pas non plus la réflexion sur une deuxième journée dite de "solidarité" pour les personnes âgées dépendantes, ça c'est eux qui le formulent comme ça, pas nous. Pour financer la perte d'autonomie, suite à une maladie, par l'assurance maladie, nous devrions faire cadeau d'une journée de congés. On nous l'a déjà fait une fois. C'est culpabiliser les salariés sous couvert de solidarité et surtout, surtout offrir une journée de production au patronat et à l'Etat. C'est merveilleux, après la tentation de l'instauration du travail obligatoire pour les allocataires du RSA, nous voilà dans un cantique intergénérationnel, basé sur la charité plutôt que sur une politique sociale

Ce qui est sûr, c'est que le pouvoir d'achat et principalement les salaires et les pensions sont les premières revendications des cahiers de doléances dans les mairies. Mais là, personne, à part les syndicalistes, n'en parle. Les shows à l'américaine du candidat Macron, debout pendant des heures, articulé comme un pantin du capital, ne trompent plus personne et les ficelles sont un peu grosses.

Toutes ses interventions ne sont là que pour rassurer son propre camp et montrer qu'il est le gardien du temple européiste. Une Union Européenne qui est en très grande partie responsable et coupable de ce que nous vivons actuellement, bien sûr avec l'aval et l'assentiment des chefs d'état et de gouvernement.

C'est à nous de reprendre la main sur ce que nous voulons. Les salaires sont quasiment bloqués dans tous les secteurs et ne permettent simplement plus de faire face aux dépenses mensuelles, et encore moins de profiter de la vie. Il faut aller chercher l'argent où il est, dans les poches du patronat.

Il faut également lui faire les poches pour qu'il rende ce qu'il nous prend, pour financer l'ensemble de la Sécu, en stoppant tous les dispositifs qui lui permettent de s'exonérer des cotisations sociales, donc

d'une partie de notre salaire. Les branches de la Sécurité Sociale n'ont pas de problème de dépenses mais des problèmes de recettes. Elles sont comme nous. Il faut donc augmenter les taux de cotisations.

La fédération des finances publiques CGT propose des choses très intéressantes concernant les impôts des particuliers et des entreprises. Nous pouvons nous en inspirer pour financer l'intérêt général et non plus les intérêts particuliers.

Nous devons réfléchir à une autre société, une société débarrassée du système dans lequel nous vivons. Une société dans laquelle les travailleurs, en activité ou non, jeunes ou anciens, malades ou bien portants puissent vivre et s'émanciper sans peur du futur et de ses lendemains.

C'est à ça que nous travaillons en plus de la feuille de paye.

Merci et bonne manifestation.

---

## **PRISE DE PAROLE 13 AVRIL 2019**

L'Union Départementale du Cher a apporté tout son soutien aux camarades victimes de violences policières lors des dernières manifestations pacifistes à Marseille. Plus que jamais, le Ministre de l'Intérieur, le préfet de police des Bouches du Rhône et ses sbires montrent le vrai visage de ce que veut le Président de la République pour les populations en colère, et plus largement pour le peuple.

Plutôt que de satisfaire les revendications légitimes des manifestants, quelle que soit la couleur du gilet, ce gouvernement, sur injonction du patronat, a choisi de traiter les manifestations sous forme de guérilla urbaine. Tout rassemblement revendicatif doit être violemment réprimé.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les violences que les manifestants subissent depuis des semaines. Le prétexte de la participation de casseurs, (d'ailleurs, qui sont-ils vraiment ?), sert la volonté d'instaurer un état sécuritaire permanent.

Que les rassemblements soient déclarés ou non n'empêche rien : provocations, arrestations, coups, utilisation de la force, d'armes, de gaz sont le lot quotidien des participants, sans distinction de qui ils sont. La peur doit être instaurée et permanente, partout sur le territoire.

Nous réaffirmons que la peur n'est pas et ne sera pas dans la classe ouvrière, les incertitudes sont dans le camp des possédants. C'est entre autres pour cela qu'ils agissent de la sorte.

Lorsqu'ils attaquent un camarade, ils attaquent toute la CGT. Ce n'est pas un slogan mais une réalité. Lorsqu'on manifeste pacifiquement contre les organisations qui prônent la haine et le racisme, on ne peut pas être criminalisé de la sorte.

Mais la suite dans ce département n'est pas tirée d'une fable ou d'un conte de fée, bien au contraire. Elle résulte de la criminalisation permanente des mouvements sociaux et de celles et ceux qui luttent.

Les camarades de la centrale électrique de Gardanne, qui fonctionne au charbon, avec d'autres cama-

rades ont manifesté leur mécontentement et leur exaspération légitime lors d'une réunion publique à l'initiative du député Modem local Mohamed Laquila, grand soutien du gouvernement. Pour rappel, cette centrale doit fermer comme le veut Macron.

Nous avons toutes et tous manifesté lors de réunions comme celle-ci, nous savons comment ça se passe. C'est le rapport de forces qui l'emporte. Et là, pas de chance pour eux.

Fort de cette déconvenue, le référent En Marche a porté plainte contre la CGT et le député macroniste a demandé à Philippe et à Castaner de dissoudre l'Union Départementale des Bouches du Rhône. On pourrait peut-être en sourire si ce n'était pas aussi grave.

Après nous flinguer les militants dans les entreprises, devant les tribunaux, après mettre la pression sur les camarades pendant les manifestations et les convoquer à la gendarmerie, comme Laetitia, à Saint Florent, pour une manifestation qui aurait été plus longue de quelques mètres que le parcours déclaré, le capital et ses collabos fustigent les organisations créatrices de la CGT, à savoir les bourses du travail.

Et que dire de ce qui arrive à notre camarade Bibi, également très injustement convoqué après une plainte pour violence de la députée Essayan, violences imaginaires et mensongères. Intolérable !

Les libertés individuelles, les libertés collectives, la liberté et le droit de se rassembler et de manifester ne doivent pas être encadrés pour limiter et interdire les droits, mais pour développer la sécurité de celles et ceux qui manifestent et qui revendiquent.

Ce gouvernement, le capital installent un régime de terreur, de haine qui ressemble étrangement à une période peu glorieuse de notre histoire. Ils préfèrent protéger les groupuscules d'extrême-droite que les défenseurs des démocraties. Soyons très vigilants.

Merci.

## PRISE DE PAROLE 11 AVRIL 2019

### ***Rassemblement des Retraités devant le MEDEF***

Chers Camarades,

Si nous sommes rassemblés aujourd'hui devant le siège du MEDEF (qui n'a pas encore répondu à notre demande d'audience....) c'est que, ces temps-ci, il a tendance à se faire oublier ; même les Gilets Jaunes ciblent principalement MACRON et le gouvernement.

Mais il est évident pour tous que MACRON, le "président des riches", est bien dans le camp du patronat, et non du côté des salariés, retraités, chômeurs ou citoyens vivant avec les minima sociaux ; patronat qui, avec l'aval du gouvernement entend restreindre les droits des chômeurs, tout en s'occupant de la future réforme des retraites ; patronat qui profitera bien sûr, au passage, de toutes les privatisations et atteintes au service public, de la casse du statut de la Fonction Publique, toutes mesures qui vont accentuer l'emprise du profit privé sur notre vie publique. Par exemple, la privatisation des aéroports, bientôt de certaines routes, des barrages, des stades, cédés au secteur privé après avoir été payés par notre travail et nos impôts.

Pour en revenir aux retraites, et plus précisément aux retraites complémentaires du privé (ARRCO-AGIRC) aux mains du MEDEF, rappelons qu'à partir de 2015 se sont tenues des négociations MEDEF-Syndicats qui ont abouti, maintenant, à la fusion des deux caisses, et, surtout, au report de 62 à 63 ans de l'âge de départ, sous peine d'une décote de 10 % pendant 3 ans ! de même le montant est bloqué pour 3 ans et peut-être plus. Certains syndicats ont signé ces "accords", d'autres s'y sont refusés...

Ces "bonnes idées" du patronat (voir également la déclaration de Roux de Bézieux, président du MEDEF, ces derniers jours) sont dans la droite ligne de ce que le gouvernement veut nous faire gober, à savoir ce tour de passe-passe, comme quoi l'âge légal, possible, de départ serait maintenu à 62 ans, mais qu'il faudrait travailler au-delà pour bénéficier d'une retraite complète du régime général. Allez vous y retrouver ! Ou plutôt, la cohérence anti-salariés est là : demander toujours plus aux travailleurs pour leur donner toujours moins. Rappelons que la hausse de la retraite Sécu a été de 0% en 2018 (et de 0,6% pour les retraites complémentaires).

Autre bonne idée commune au patronat et au gou-

vernement : la fameuse retraite par points (déjà existante avec ARRCO-AGIRC), qui permettra toutes les variations et manipulations sur la valeur du point, selon la situation économique du moment, votre espérance de vie, votre sexe, et plein d'autres paramètres obscurs, ce qui fait que le futur retraité ne pourra calculer à l'avance le montant de sa pension, sans parler du calcul sur toute la carrière (et non plus les 25 meilleures années, ce qui était déjà une régression depuis la réforme Balladur) avec moins de points en période de chômage, de maladie, de maternité, de travail à temps partiel, etc....

Cette prétendue justice (1€ cotisé = 1€ pour la retraite) n'est donc, en fait, qu'un leurre et une régression, sans parler de l'idéologie individualiste qui la sous-tend.

Nul doute que les "retraites chapeau", dont on parle beaucoup en ce moment –rassurez-vous, elles ont la vie dure...– échapperont à ces coups de massue sur la tête des retraités ! Et les dividendes du CAC 40 n'ont jamais été aussi élevés qu'en 2018 ! En 2017, les entreprises du CAC 40 ont distribué 2 fois plus de dividendes que réalisé d'investissements, et consacré 5 % aux salaires (étude OXFAM).

Rappelons également que les aides aux plus riches ("un pognon de dingue" !) représentent au bas mot 300 milliards d'euros par an : fraude et évasion fiscale, niches fiscales et sociales (réductions ou exonérations de cotisations dites patronales), le C.I.C.E. (même transformé), le pacte de responsabilité, la forte baisse de la fiscalité (ex, l'ISF) pour les plus riches et les entreprises depuis 30 ans. Ces cadeaux équivalent le montant total des pensions de retraite versées en France.

Notons que la baisse des cotisations équivaut à une baisse des salaires, étant donné que la cotisation est du salaire, du salaire socialisé, finançant entre autres les retraites.

C'est pourquoi une hausse des retraites est possible et nécessaire, de même qu'une hausse générale des salaires, qui, par effet mécanique, augmentera le montant des retraites, stimulera la consommation, donc la production (même si des idées sont à développer sur ces deux sujets), réduira le chômage, et rétablira un peu de justice sociale, ce que le "Grand Débat" et les projets de Macron ne prévoient pas.



**DGA (Site de Bourges)**

## **DECLARATION LIMINAIRE DES REPRESENTANTS CGT AU CHSCT L6 du 29 MARS 2019**

Monsieur le Président du CHSCT L6,

Depuis maintenant plusieurs semaines, notre pays est traversé par une actualité mouvementée. Cette situation est due entre autres, aux questions liées au pouvoir d'achat, aux inégalités grandissantes entre les différentes catégories de la population, mais aussi au mal-être au travail.

Depuis 2009, les salariés de notre ministère subissent de nombreuses restructurations et suppressions de postes. Après la RGPP, puis la MAP qui ont permis la suppression de 80 000 emplois au Ministère de la Défense dont 32000 de personnels civils, se profile, maintenant, le Comité Action Public 2022 (CAP 2022) qui devrait acter la suppression de 120000 fonctionnaires dont 50000 dans la fonction publique d'Etat ainsi que l'externalisation d'un certain nombre de nos missions. Les entités du Minarm dont nous faisons encore partie, ne seront bien évidemment, pas épargnées...

A ces mesures, vient s'ajouter le projet de réforme de la fonction publique ou plus exactement de destruction de la fonction publique. A l'évidence, même si ce gouvernement prétend organiser un « grand débat national », c'est sans attendre, que les objectifs du chantier « Action Publique 2022 » sont poursuivis : abandons, externalisations, privatisations, transferts et délégations de missions de service public... C'est sans attendre que ce gouvernement entend imposer à marche forcée (procédure accélérée à l'Assemblée Nationale) le projet de loi dit de « transformation de la Fonction Publique. »

Si ce projet de loi était voté au parlement, ce sera la fin des recrutements sous statuts (fonctionnaires et ouvriers de l'Etat) et la mise en place du salaire au mérite pouvant transformer certains personnels en « chasseurs de primes » au détriment de la santé et de la sécurité au travail. Quelle sera la qualité du service rendu dans un contexte aussi précaire car le manque de maîtrise sur l'ensemble des processus qui va en découler, posera également le problème de la santé et sécurité au travail?

Déjà que la fidélisation de nos personnels et en conséquence les savoirs, sont à la baisse, ce qui peut s'expliquer aussi par le manque d'attractivité des salaires pratiqués dans les mêmes branches

d'activités. Aujourd'hui, les démissions atteignent un niveau jamais vu dans nos établissements, ce qui n'a pas l'air de vous poser question, mais qui, pour la CGT, dénote d'un réel malaise tant d'un point de vue salarial que d'intérêt et de conditions de travail avec un impact là aussi sur la santé et sécurité au travail.

Monsieur le Président, vous n'êtes pas un industriel mais vos éléments de langage pourraient le laisser croire quand vous parlez de compétitivité, de réduction des coûts et des délais, de méthodes de travail telles le « lean management ».

Notre syndicat pense que l'organisation du travail doit être un sujet central et pas uniquement réservé à la hiérarchie. Afin de le traiter efficacement, il serait donc plus judicieux et efficace d'associer les organisations syndicales à sa réflexion que d'aligner les réunions ne servant qu'à rajouter des lignes au chapitre du dialogue social.

Ce n'est pas la disparition des CHSCT de proximité prévue par ce projet de loi à l'image de la loi travail « El Khomri » et des ordonnances Macron qui va améliorer la prévention des accidents. Pour la CGT, « trop, c'est trop !!! » ! C'est un recul sans précédent, tout simplement inconcevable et inacceptable !

Une véritable prise en compte des propositions formulées par la CGT depuis de nombreuses années, en termes de statut, d'avancement, de recrutement, de dialogue social et de formation est incontournable pour avoir des conditions de préservation de la santé et de la sécurité au travail de haut niveau.

Rappelez-vous tout de même que la CGT est la première organisation syndicale du site et qu'elle compte bien porter et faire avancer les revendications des personnels même si vous allez sûrement nous répondre comme d'habitude que n'avez pas les leviers, ce qui ne manque pas de nous poser question sur le rôle et les attributions d'un directeur de site.

Merci de votre attention.

Bourges, le 29 mars 2019.

# INSTITUER UN DROIT AU « BIEN-VIEILLIR »

## PLAN DE RÉDUCTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Ce plan vise à faire place à un vaste marché des assurances, permettant ainsi aux secteurs financiers de la « bancassurance » de se doter d'un terrain de chasse très juteux pour leurs profits.

Dans le cadre de cette vaste attaque contre la Sécurité Sociale figure la question de la réforme de l'autonomie.

Les prétextes sont identiques à ceux mis en avant pour les retraites, à savoir le vieillissement de la population, l'allongement de la durée de vie et donc un nombre grandissant de personnes âgées dépendantes.

De ce fait, il faudrait réformer une partie de l'assurance maladie et, selon certains, carrément en sortir les questions de l'autonomie et constituer une cinquième branche de la Sécurité Sociale. (Citons pour « l'anecdote » l'intervention d'un gériatre lors d'un colloque "*Une cinquième branche de la Sécurité Sociale est une fausse bonne idée*". La CGT est opposée à la création d'une cinquième branche. Nous considérons que les questions de la dépendance relèvent de l'Assurance maladie.

## CINQUIÈME BRANCHE, CINQUIÈME RISQUE, ASSURANCE MALADIE, QU'EST-CE QUE ÇA CHANGE ?

En effet, créer une cinquième branche, ce serait sortir de l'assurance maladie les questions de l'autonomie, de la dépendance et du vieillissement. Ce serait considérer qu'à partir d'un certain âge nous ne sommes plus malades mais vieux. Une telle conception est contraire aux fondements de la Sécurité Sociale mis en place en 1945. Quel que soit l'âge, la dépendance est la conséquence de la maladie.

Dans ces conditions, créer une cinquième branche de la Sécurité Sociale qui sortirait les questions du grand âge de l'Assurance Maladie, reviendrait à ouvrir là aussi la possibilité de l'in-

troduction des assurances privées dans la branche maladie elle-même.

## LA DÉPENDANCE RELÈVE-T-ELLE DE LA MALADIE ?

Actuellement, 60 % des personnes en situation de dépendance sont atteintes par une maladie de dégénérescence neurologique, telles Alzheimer, Parkinson, Sclérose en plaques. Ces personnes sont donc bien atteintes d'une maladie qui ressortit de l'assurance maladie. Ajoutons que, par exemple, la maladie d'Alzheimer peut toucher des personnes plus jeunes de moins de 60 ans, il s'agit donc bien d'une maladie, au sens général du terme. Les pertes d'autonomie qui découlent de ces maladies doivent être prises en charge par l'assurance maladie. Il en est de même pour les accidents vasculaires cérébraux, les polyarthrites ankylosantes, l'arthrose et bien d'autres maladies qui sont à l'origine des dépendances. Cette question est importante parce que, si nous acceptions de sortir de l'assurance maladie un certain nombre de maladies débouchant sur la dépendance, nous finirions par sortir de l'assurance maladie toutes les personnes âgées.

***Notre revendication est donc claire en ce domaine : les questions de la dépendance ou de la perte d'autonomie ne sont pas liées à l'âge. Elles sont du ressort de l'assurance maladie et doivent être prises en charge à 100 % par la Sécurité Sociale. Cela signifie que le coût des séjours dans les institutions doit être pris en charge totalement par l'assurance maladie (comme par le passé).***

## PEUT-ON PAYER ? QUI VA PAYER ?

Actuellement le financement de l'autonomie est complexe puisqu'il dépend à la fois de la Sécurité Sociale, de la CNSA alimentée par une cotisation correspondant au travail gratuit du Lundi de Pentecôte, d'une aide financée par les impôts locaux (APA).



Pour faire face à ses engagements, l'assurance maladie doit trouver 15,4 milliards d'euros soit 0,81 % du Produit Intérieur Brut (PIB : richesses créées dans le pays).

Rappelons

- que 100.000 emplois créés représentent 1,3 milliards d'euros en plus pour la Sécurité Sociale,
- que remettre au travail 3 millions de chômeurs génèrerait 39 milliards de cotisations supplémentaires pour la Sécurité Sociale,
- que chaque année, les entreprises sont exonérées de cotisations sociales pour 30 milliards d'euros.

Mais pour trouver 15,4 milliards d'euros, la solution est de revaloriser la part employeur de la cotisation maladie.

**Cette revalorisation est-elle supportable ?**

Depuis les années 80, le patronat a réussi à faire baisser la part des salaires dans la Valeur Ajoutée (richesses nouvelles produites). Cette

part est tombée de 70 à 60 %. Dix points de PIB représentent environ 200 milliards d'euros par an.

Prendre des cotisations sociales sur ces énormes masses de capitaux qui spéculent à travers la planète, c'est en définitive une mesure d'assainissement, de salubrité publique. Il faut rompre avec cette philosophie qui veut que : pour que l'économie marche, les riches doivent être de plus en plus riches.

**En ce qui concerne les questions de la dépendance et de l'assurance maladie en général, si la santé est un marché, il n'y aura plus aucun frein à la privatisation de l'ensemble de la Sécurité Sociale.**

**POUR LA CGT, LA SANTE N'EST PAS UN MARCHÉ,  
C'EST UN DROIT QUI DOIT ETRE COUVERT A 100 %  
PAR L'ASSURANCE MALADIE.**

La Commission 3 S de l'UD



## **FORMATION SYNDICALE CGT**

### **MODIFICATIONS ET RAPPEL**

- **Le Stage COMMUNICATION** prévu du 14 au 18 Octobre 2019 est **ANNULÉ**.
- **Le Stage ATMP Harcèlement** aura lieu du **18 au 22 Novembre 2019** sur 5 jours  
(au lieu de 3 jours)
- **Le Stage CHSCT** : 3 au 7 Juin
- **Le Stage ECO CE** : 24 au 28 Juin

***Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le stage  
et informez l'UD de votre participation***



# Adios Compañero !

Victor,

La nouvelle est tombée brutalement mercredi matin. Tu nous as quittés sans nous avoir laissé le temps de te dire « Salut Camarade ! »

Pourtant, *tu aurais pu vivre encore un peu*, le temps de continuer avec nous, le combat, de partager avec nous, les Camarades de l'UL, ces moments de convivialité et de fraternité, que tu aimais tant.

Le temps de continuer d'organiser la sono, ces musiques que tu nous faisais partager lors des manifs et dont certaines étaient incontournables : « Bella Ciao » ; « Les patrons c'est comme les cochons » que tu aimais mettre en partant de Malus (petit clin d'œil au patron du bar !) et bien sûr, celle que tu préférais : « l'Internationale » toujours en fin de manif !

Syndiqué depuis de nombreuses années, tu étais un militant infatigable, que ce soit dans ton syndicat de l'hôpital Jacques Cœur, puis celui des retraités de santé. Répondant toujours présent à chaque action, que ce soit les manifs, les distributions, les collages, la mise sous pli du bulletin de l'UD. Ton engagement à la mutuelle MNH, où tu n'hésitais pas à participer à l'ensemble des réunions, était également quelque chose qui te tenait à cœur.

Ta personnalité tonitruante, ton sourire éclatant, ta gentillesse teintée parfois d'emportements, aussi vite envolés qu'apparus, vont douloureusement nous manquer.

Toi qui aimais nous rappeler l'importance de la lutte des classes, qu'il ne fallait surtout pas lâcher, tenir, toujours et encore envers ce gouvernement et ces patrons à qui tu ne manquais pas de lancer des noms d'oiseaux !

Oui, Victor, tu étais un sacré Camarade, un Camarade, comme on n'en fait plus. De ceux qui donnent sans compter, sans poser de questions, le cœur sur la main sans rien demander en retour. Humble qu'il était, notre Totor !

Nous t'aimions tous comme ça.

Comme le chantait Ferrat, « c'est un joli nom, Camarade, c'est un joli nom, tu sais... »  
Ce nom t'allait comme un gant.

Alors, pour toi, nous ne lâcherons jamais. C'est le plus bel hommage que nous puissions te rendre. Nous allons reprendre, malgré notre chagrin, les drapeaux rouges du combat et de la liberté pour mener les différentes luttes.

Car tu avais la conviction que viendrait un jour la victoire de la classe ouvrière.

Comme le citait le Che : « Hasta la victoria siempre, compañero »

C'est sur ces quelques mots que nous allons nous quitter.

De la part des camarades de l'UL, de l'UD, et de toute la CGT : Adios Compañero !

Cathy Brancourt